

REC'D. MAR 9 1978

WINDSOR PUBLIC LIBRARY
850 AVENUE QUELLETTE
WINDSOR, ONT. N9A 4M9
31 JAN

Le Rempart

12ième année

No 5

le 7 mars, 1978

30¢

En primeur

Maurice Richard à Windsor le 29 avril

(Windsor L.G.) - Le Rempart vient d'apprendre du président de l'Association Francophone des Sports de Windsor et du comté, M. René Godin, que 'Maurice Rocket Richard' passera la journée du samedi 29 avril dans la région Windsor-Essex. Il assistera durant la journée à différentes activités organisées pour les jeunes et les moins jeunes.

L'Association Francophone des Sports qui compte environ 300 personnes, donne son banquet annuel pour les membres de ses ligues, le 29 avril. Le conseil exécutif de l'Association a décidé, cette année, d'ajouter une nouvelle tradition à l'histoire des sports de la région en invitant une vedette sportive comme invité d'honneur à son banquet.

M. Maurice Richard, ancien joueur vedette du Club Canadien Habitant de Montréal, membre de l'équipe des 'Old Timers' de 'Confrontations 78', de la série télévisée de Hockey à la télévision d'Etat, sera cette année la 'super vedette' sportive qui présidera le banquet annuel.

De plus l'exécutif de l'Association a décidé d'ouvrir ce banquet au grand public. 'Le comité et moi-même, (dit M. Godin) avons besoin de la collaboration des exécutifs des associations francophones de la région'. Ceci pour assurer un accueil chaleureux et triomphal au héros francophone, national et même mondial du hockey. Le Rocket est

devenu pour les jeunes, les moins jeunes et les gens âgés des deux nations francophone et anglophone, une idole et un symbole sportifs.

'Les suggestions, les demandes d'information sont les bienvenues', c'est ce que M. René Godin nous a gentiment confié au téléphone cet après-midi. A la demande de M. Godin, nous vous donnons le numéro de téléphone suivant: 728-2089

Le Rempart vous donnera dans les pages de ces prochains numéros les grandes lignes et les détails sur la visite du Rocket.

Rencontre St Clair-Francophonie

Un précédent au Collège Communautaire de la région

Mercredi soir, le 1er mars, fait inusité, on ne pouvait entendre que les échos de la langue de Molière dans la salle des professeurs du Collège St Clair. Un bon nombre de francophones, une soixantaine environ, se sont réunis au Collège St Clair pour une soirée de vin et fromage, sur l'invitation du président du collège, M. Bruce McAusland.

Le but de cette soirée était d'ouvrir le dialogue entre les autorités du Collège St Clair et quelques représentants du milieu francophone, pour former un Comité de Liaison et d'Information Francophone auprès du Collège St Clair. En effet, les autorités du collège avaient décidé vers la fin de 1977 de créer deux comités pour s'occuper des activités françaises, du fait français dans le collège: le premier, un comité interne a déjà été organisé. Il est formé de:

Mesdames Félice Bondy, Sandra Manzig, Linda Pinnington, Sarah Oulgg et des messieurs Alex Amprimoz, Roland Deschamps, Lambert Huneault, et Bruce McAusland.

Les invités francophones devaient former le comité qui représenterait l'entité francophone, l'autre partie de la Liaison.

Le dialogue, la discussion, fut dirigé par M. Jean Mongenais, figure bien connue du milieu francophone. Lorsqu'on connaît l'imagination, la créativité, la verve et l'enthousiasme des Canadiens-Français, c'est presque un tour de force de diriger une discussion d'une façon ordonnée et démocratique. C'est ce qu'a réussi de main de maître l'administrateur des cours français à l'école secondaire de Belle Rivière.

La soirée était rehaussée par la présence de M.

Omer Deslaurliers, président du Comité des Affaires Franco-Ontariennes qui a adressé la parole avant et après les délibérations. M. Deslaurliers a rappelé à l'assistance que dans l'expression 'collège communautaire', c'est le mot 'communautaire' qui est très important. 'Le collège est ouvert à toute la population, non pas seulement à ce qu'on appelle quelquefois pompeusement 'l'élite intellectuelle' mais à tous les échelons de la société. M. Deslaurliers a poursuivi: 'Il faut avoir l'audace de croire qu'on est accueilli et ne pas attendre d'avoir des finissants à l'école secondaire pour se pencher sur les problèmes que posera l'éducation en français au niveau collégial'.

Plusieurs questions furent posées par 'l'animateur de la discussion' aux francophones présents, entre autre: 'Qu'est-ce que le Collège St Clair peut faire pour nous francophones?', 'Comment le Comité de Liaison devrait être formé?' Les résultats de la soirée: un comité démocratique a été formé de gens volontaires pour prendre le pouls du milieu francophone et déceler ses besoins et ses attentes: Mme Blanche Bénéteau, infirmière de Pointe aux Roches, Mme Gyllane Brassard, représentante de la région du Comité des Affaires Franco-Ontariennes M. Edmond Chauvin de Palncourt, Mme Jeanne Mongenais de Windsor, et M. Pierre Pilon de C.B.E.F. sont les membres de ce comité.

C'est M. Alexandre Amprimoz, administrateur des cours français au Collège St Clair, qui a expliqué en début de soirée, avec verve et brio, le pourquoi de ce comité St Clair-Francophonie et le but de la soirée (voir éditorial page 2).

M. Bruce McAusland a remercié l'auditoire, s'est dit très satisfait de la soirée et a assuré les francophones de sa pleine et entière collaboration.



Dans notre prochain numéro

Bilan des activités du Centre

Culturel Tournesol de Windsor

pour l'année 77-78

MAIN LIBRARY

Editorial

Histoire d'un griffon

Le nouvel administrateur des programmes français au Collège Communautaire Saint Clair de Windsor, M. Alex Amprimoz a adressé la parole dernièrement à la rencontre St-Clair-Francophonie. Il a débuté son exposé par une allégorie historique entre les armoiries du Collège St Clair et une page d'histoire francophone de la région; celle du Sieur Cavalier de La Salle. En effet, de dire M. Amprimoz, "comme par un heureux hasard, le griffon, animal fabuleux de l'Antiquité, moitié aigle et moitié lion, constitue la partie principale de l'écusson du Collège St Clair. Le griffon était aussi le nom du navire du Sieur Cavalier de La Salle qui a baptisé le beau lac de la région du nom de 'Ste-Claire, en l'honneur de Ste Claire d'Assise, dont la fête était célébrée ce jour là'.

Les pionniers de notre belle région sont donc des Français, des gens de tête et de cœur; des érudits qui étudiaient le ciel et ses constellations [peut-être des rêveurs, comme certains se sont plu à les appeler], mais aussi des gens courageux remplis de cran, de courage et de volonté; des gens religieux qui baptisaient les accidents géographiques, les postes d'établissement, des noms du saint du jour.

Ceci peut nous amener à deux questions: 'Qu'avons-nous fait nous Canadiens-Français de la région, de notre fierté de Canadien-Français, de Canadien-Français catholique?' 'Comment nous ancêtres, nos pionniers réglèrent-ils dans l'au-delà, en voyant notre attitude quelquefois peureuse devant la revendication de nos droits, comme une des entités fondatrices de notre beau pays?'

Les réponses peuvent être multiples et très diversifiées. Je vous laisse le soin de répondre vous-même personnellement à la première interrogation. Pour ce qui est de la deuxième, ne croyez-vous pas que les âmes immortelles de nos ancêtres Français et Canadiens-Français, tels Maisonneuve, Jeanne-Mance, Louis-Hébert, Louis-Hémon, Marie de l'Incarnation, Marguerite Bourgeoys, Champlain, Joliette, le Père Marquette, La Vérendrye et sans oublier le Sieur Cavalier de La Salle, ne doivent pas souvent vouloir nous insuffler un peu de leur vaillance, un peu de leur esprit du risque et d'aventure. ?

Vous connaissez sûrement la belle chanson 'Les Noms Canadiens'. 'Nos noms, Canadiens, viennent de France, et on y voit resplendir la vaillance, brûler le glaive et rayonner la lance comme aux combats que livraient nos aïeux'. Et suit ensuite, une énumération de tous les noms de nos pionniers entre autre Frontenac, Lévis, Montcalm, etc., et une autre énumération des beaux noms des familles Canadiennes-Françaises...

'Comme le dit un vieil adage Rien n'est plus beau que son pays Et de le chanter c'est l'usage Le mien, je le chante à mes amis'

Vous avez sûrement reconnu un couplet de 'O Canada mon pays, mes amours', texte écrit par un des Pères de la Confédération, Georges-Etienne Cartier.

Ainsi se termine l'histoire du griffon...est-elle terminée?

Lise Gagnon

Le Rempart

Enregistré comme courrier deuxième classe. Permis 02903.

Le Rempart est publié par les Publications des Grands Lacs Inc. 2418 ave Central, Windsor, Ont., N8W 4J3. Téléphone: 948-4139

Président: M. Jean Mongenais

Rédactrice-gérante: Lise Gagnon
Conseiller publicitaire: Hélène Bontrout
Maquettiste: Marie-Ann Huot
Responsable des abonnements: Agnès Paquette

Abonnements

Au Canada, \$5.00 par année
Au États-Unis, \$7.50 par année
Ailleurs, \$10.00 par année

Lettre ouverte à William Davis

Cher Monsieur Davis,

Depuis que vous avez écrit à la présidente de l'Association canadienne-française de l'Ontario, le 15 décembre dernier, pour l'informer qu'elle était "hors d'ordre" en demandant de rendre le français officiel en Ontario, et que le gouvernement (notre gouvernement) n'avait pas l'intention, "en ce moment, de prendre la moindre mesure visant à faire du français une langue officielle dans la province", avez-vous remarqué qu'ici et là dans la province, de fortes voix se sont élevées pour dénoncer votre décision?

Il est possible que vous ayez aussi reçu des messages de félicitations pour avoir pris la position "courageuse" de défendre la tradition orangiste et "Tory" de cette province, mais je parie que les dénonciations ont été plus nombreuses, en commençant par celles des partis d'opposition à la Législature qui vous auraient volontiers accordé leur total appui si vous aviez eu la "faiblesse" de prêter une oreille favorable à la demande de l'ACFO.

Mais il y a aussi les députés fédéraux qui vous ont regardé avec de gros yeux et vous ont dit de gros mots; pas juste des francophones comme Jean-Robert Gauthier et Marc Lalonde, mais même le député de St. Paul's, Ont., John Roberts, notre secrétaire d'Etat.

Comme si ce n'était pas assez, voici que le Commissaire aux langues officielles, Max Yalden, a déclaré cette semaine que le gouvernement que vous dirigez devrait reconnaître le français comme langue officielle dans la province. Serait-ce que vous avez pris une mauvaise décision ou que tout ce beau monde ne vous comprend pas?

Heureusement qu'il y a la presse... Mais non, M. Davis, il n'y a même pas la presse. Le Toronto Star, le Montreal Gazette, le Globe and Mail, et le Citizen d'Ottawa, pour ne nommer que ces quatre quotidiens anglais, vous ont ouvertement blâmé. Ils ont dit que votre geste était honteux, insultant, que vous étiez paternaliste, que vous traitiez les Franco-Ontariens comme des

citoyens de deuxième classe, et des tas d'autres méchancetés semblables. Ça fait beaucoup de monde qui ont tort contre vous seul qui avez raison...

Vous dites que si le français était déclaré langue officielle en Ontario, ce ne serait là qu'un geste symbolique. Peut-être que oui, peut-être que non, dépendant du sérieux du gouvernement qui passerait une telle législation. Les Franco-Ontariens savent bien, eux aussi, qu'il s'agit surtout d'un symbole et que le plus important est d'offrir des services en français. Mais, voyez-vous, ils y tiennent au symbole, c'est pour ça qu'ils le demandent. Ils y tiennent parce qu'il serait une indication non équivoque que le gouvernement est sérieux quand il parle de fait français dans cette province. Ils y tiennent aussi parce que ce serait une indication que l'ère du compte-goutte est terminée et que le gouvernement est déterminé à agir avec équité et logique à l'endroit du demi-million de Franco-Ontariens.

Vous ne voulez pas répéter les erreurs du gouvernement fédéral, M. Davis? Grand bien vous en fasse! Personne ne vous a demandé de copier les programmes du fédéral. Vous êtes même dans l'heureuse situation où vous pouvez profiter de l'expérience d'autrui pour vous assurer de meilleures chances de succès. Non seulement de l'expérience fédérale d'ailleurs, mais également celle du Nouveau-Brunswick.

Vous voulez vraiment l'unité du Canada, M. le Premier ministre? Vous voulez vraiment que les Canadiens fassent preuve d'une plus grande ouverture d'esprit? Vous voulez vraiment l'égalité entre les francophones et les anglophones de ce pays? Alors vous êtes dans la situation la plus désirable qui se puisse imaginer pour prouver la sincérité de vos propos. Donnez au français le statut de langue officielle en Ontario. Ça vaudra beaucoup mieux que vos visites au Carnaval de Québec!

Guy LACOMBE

Avis à nos lecteurs

N.D.L.R. - Nous invitons nos lecteurs à nous faire parvenir des lettres dans lesquelles ils pourraient émettre des opinions, des idées personnelles, sur les sujets de l'heure, ou sur d'autres sujets de leur choix.

Seulement les lettres en français dûment signées, pourront être publiées, et le signataire de la lettre sera pleinement responsable des idées avancées

dans son exposé.

La rédaction se réserve le choix des lettres à publier [vu le manque d'espace pour le moment] et aussi pour éviter surtout que le journal devienne une tribune pour régler des conflits personnels ou des conflits d'intérêt.

La Rédaction

Nous offrons des abonnements à \$5.00 par année. Voici notre adresse:

Le Rempart
c/o Agnès Paquette
2418 Central
Windsor, Ontario
N8W 4J3

Veuillez remplir ce formulaire et nous le retourner par courrier.

CI-JOINT MON FORMULAIRE D'ABONNEMENT

NOM.....

ADRESSE POSTALE.....

VILLE..... PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TELEPHONE.....

Pierre Gravelle, sous-Ministre adjoint pour le Ministère de la Justice

Ottawa, le 21 février 1978 - Le ministre de la Justice, Ron. Basford, a annoncé aujourd'hui que la Commission de la Fonction publique a nommé Pierre Gravelle au poste de sous-ministre adjoint de la Justice chargé de la planification et de l'élaboration de la politique; la nomination entre en vigueur le 3 avril 1978.

M. Gravelle est actuellement le sous-ministre adjoint, direction générale des programmes de la sante, au ministère de la Santé nationale et du Bien-Etre social.

Né à Ottawa le 8 avril 1941, M. Gravelle a reçu son diplôme en droit de l'université d'Ottawa et a été reçu au Barreau du Québec en 1967. Il a été conseiller juridique et secrétaire de la corporation

du Centre national des arts pendant quatre ans avant de se joindre à la Division des relations fédérales-provinciales du Bureau du Conseil privé en 1971. En 1972 et 1973, il a été détaché comme adjoint au secrétaire principal du premier ministre, revenant au Bureau du Conseil fédérales-provinciales. C'est en 1975 que M. Gravelle a assumé ses fonctions actuelles au ministère de la Santé nationale et du Bien-Etre social.

En faisant l'annonce, M. Tassé a fait remarquer que M. Gravelle, de par son expérience en droit et son travail dans les relations fédérales-provinciales, s'avérera d'un apport inestimable dans son nouveau poste. La direction de la planification et de l'élaboration de la politique a la responsabilité de

cerner les questions juridiques émergentes et de proposer des mesures appropriées à leur égard, de même que celle de recommander au ministre ce que doivent être les priorités du ministère et ses activités de recherche. Elle analyse des propositions émanant de la Commission de réforme du droit et d'autres sources et voit comment ces propositions pourraient être mises en oeuvre.

La direction, également, mène des consultations et parraine des expériences et programmes en collaboration avec les provinces pour l'amélioration du système juridique canadien.

M. Gravelle est marié à Marguerite Labbé et ils ont trois enfants.

Prévisions d'activités 1978

A.C.F.O. - Conseil Régional Windsor-Essex

Le conseil régional de l'Association Canadienne-Française de Windsor-Essex lors de la rencontre le 20 février 1978, a décidé d'entreprendre un NOUVEAU DEPART.

Tous les membres présents étaient d'accord que le conseil régional, cette année, devrait oeuvrer de façon énergique pour faire en sorte que l'ACFO devienne véritablement la voix des francophones dans la région. Pour ce faire, le conseil régional s'engage à travailler avec les francophones et les anglophones dans les domaines suivants:

Education

Reconnaissant que la question scolaire demeure toujours une priorité pour la majorité des francophones dans la région de Windsor, le conseil régional s'engage à oeuvrer de façon énergique dans le domaine de l'éducation.

A. au niveau secondaire

1. le conseil régional travaillera avec le comité d'action et ou autres organismes tel que P.E.P., A.E.F.O., A.P.I. afin de renseigner et de sensibiliser la population à la question de l'école secondaire de langue française.
2. le conseil régional essaiera d'encourager les gens à être fiers de leur langue française et à avoir à cœur la construction de leur école de langue française.
3. le conseil régional travaillera avec les Comités consultatifs de langue française et le comité d'action pour assurer que les francophones de Windsor-Essex aient une école secondaire de langue française qui sera en mesure de satisfaire aux besoins de la population francophone.
4. le conseil régional encouragera les parents à envoyer leurs enfants à cette école de langue française.

suite à la page 8

Nos lecteurs nous écrivent

Le 15 février 1978

Monsieur Walter Baker
Député fédéral de Grenville-Carleton
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario

Monsieur,

En ne permettant pas au projet de loi du député Jean-Robert Gauthier d'aller en Comité parlementaire vous avez à nouveau fait reculer la cause du fait français au Canada.

Ce projet de loi aurait permis à la loi sur les langues officielles de s'appliquer à toutes les législations fédérales. De plus, l'amendement au Code pénal que nous réclamons depuis si longtemps, aurait facilité l'obtention de procès en français.

Votre position sur le bilinguisme est bien connue et n'est pas nouvelle. Vous avez toujours été un farouche adversaire de tout ce qui peut améliorer le sort des francophones, spécialement de ceux qui sont en état de minorité.

Vous êtes l'incarnation même de la position ambiguë du Parti Conservateur sur les langues officielles. Vous êtes pour le principe, mais vous vous opposez à toute mesure d'application, sans suggérer quoi que ce soit en retour.

Vous avez qualifié de 'provocants' les commentaires de ceux qui dénoncent l'attitude du Premier Ministre Davis face aux Franco-ontariens. Nous, nous vous disons que ce sont les propos de M. Davis et les vôtres qui sont provocants pour une minorité qui attend la reconnaissance de ses droits depuis 111 ans.

Bien à vous,

Gisèle Richer, présidente générale

Un voyage en France pour nos jeunes Ontariens

Le 8 juillet, vingt-quatre jeunes Ontariens de 18 à 25 ans quitteront Toronto à destination de la France pour y observer pendant trois semaines différents aspects de la vie culturelle, économique et politique.

La Direction des services aux élèves et des projets spéciaux, au ministère de l'Éducation de l'Ontario, assumera les frais de transport aérien de Toronto à Paris. En France, les visiteurs seront les hôtes du gouvernement et logeront dans des maisons privées et des auberges de jeunesse. En août, dans le cadre de ce programme d'échange, vingt-quatre jeunes Français visiteront l'Ontario.

Seuls participeront à ce programme les jeunes Ontariens qui maîtrisent leur français et manifestent un vif intérêt et une participation active aux activités culturelles et sociales de leur milieu.

Les candidats pourront obtenir des formules de demande en écrivant, au Programme d'échanges éducatifs, ministère de l'Éducation, 19e étage, édifice Mowat, Queen's Park, Toronto, M7A 1L2. Celles-ci devront être retournées, dûment remplies, avant le 1er avril, 1978.

Stage en Danses Récréatives et Folkloriques

Le Conseil canadien des Arts populaires offre en Ontario quatre stages de danses. Un de ces stages aura lieu à l'école Saint-Joseph de Cochrane, les 11 et 12 mars prochains.

Les danses seront enseignées par M. Serge De Maisonneuve, professeur dans les CEGEP de Montréal et intéressé à la danse folklorique depuis au moins 15 ans.

Les enseignants intéressés à élargir leur répertoire de danses récréatives et folkloriques sont priés de communiquer avec Mme May Blais, coordonnatrice, école Saint-Joseph, Cochrane, POL 1C0, téléphone (705) (272-4354).

Nouveau Service de l'Oteo à l'Intention des Enseignants du Secondaire

Afin de répondre plus adéquatement aux besoins des enseignants des écoles secondaires de langue française, l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario a décidé de faire parvenir sans frais, aux conseils scolaires, des copies de certaines de ses émissions. Voici la liste des titres retenus par l'OTEO.

En sciences: autonomie; Autour de moi
En histoire: Canadiens, Canaliens, Canayens; En se racontant l'histoire d'Ici.

En français: Les fables de la Fontaine
En sciences d'environnement: Faire et défaire; Vivre comme du monde

Histoire franco-ontarienne: Grandeur nature (Sénateur Belcourt)

En Géographie: Pays et peuples
En éducation physique: Les Olympiens; Le ski de randonnée

En plus, chacun des conseils scolaires devrait recevoir les épisodes de la série Villages et Visages se rapportant à leur coin de pays.

Il ne faudrait pas manquer cette occasion de vous familiariser avec les émissions de votre télévision éducative. Pour plus de détails, contacter le responsable de votre Centre de ressources ou votre directeur d'école.

Nous faisons tout le travail.
Un nom qui vous assure bonne qualité pour la construction de maisons sur commande

Les Frères Archambeault

Contracteur général

rue Baune, Pointe-aux-Roches

798-5713

après les heures appelez 798-3375

Spécialisés en armoires Formica et Arborite sur commande.

Tout aluminium Soffit et Fascia fenêtres de qualités bain avec tuiles ceramics.

Mise en échec

Échec à la fatigue.
Échec à la maladie. Soyez actifs et découvrez une nouvelle vie.
C'est facile, amusant, divertissant.

Être en forme, c'est donc plaisant!



Comartin et Déziel

avocats

Belle-Rivière

728-2000

Windsor

258-6382

Nettoyeur à sec
Service de lessive de chemises
Réparations usuelles de vêtements
(tout fait sur les lieux)

Colonial Cleaners

(au comptant, sans livraison)

7805 est, rue Wyandotte
(près du ch. Lauzon)

948-7331

propriétaire.
Maurice Marentette

Sur la scène provinciale et nationale

Omer Deslauriers ne veut pas connaître le même sort que les Palestiniens

par Claude Tremblay

OTTAWA — C'est parce qu'il ne veut pas connaître le même sort que "les Palestiniens à la recherche d'un pays" que le président du Conseil des Affaires franco-ontariennes (CAFO), M. Omer Deslauriers, demande des garanties légales pour la langue et la culture françaises en Ontario.

S'adressant à une cinquantaine de membres des clubs Richelieu Laporte et Orléans, hier soir, M. Deslauriers a expliqué que "c'est le début d'un temps nouveau" pour les Franco-Ontariens.

"Finie la vie franco-ontarienne en vase clos... le temps où les organismes discutaient dans des sous-basements d'églises... les salles paroissiales... finies les universités privées... les écoles privées et même les journaux privés. On entre de plein pied dans la vie publique", dit-il.

Par contre, cette nouvelle vie comporte certains risques. Comme il l'a mentionné plus tôt cette semaine lors d'un colloque sur la vie franco-ontarienne, cette sortie "en plein air" peut provoquer "un rhume et une pneumonie".

C'est pourquoi, à son avis, "la sortie de la serre chaude" doit s'accompagner de garanties légales pour

la langue et la culture.

"On a besoin de législation pour se protéger. Les anglophones, poursuit-il, ne peuvent pas comprendre ça. C'est facile pour eux, ils ont Queen's Park".

Reconnaissance

M. Deslauriers a donc demandé que la langue française soit reconnue au même titre que la langue anglaise en Ontario.

"Je me demande pas un statut officiel d'expliquer le président du CAFO, car je me demande si, au point de vue juridique, l'anglais est officiel. C'est la langue d'usage... comme l'italien l'est en Italie..."

Le temps est aussi venu, continue-t-il, que le gouvernement ontarien reconnaisse les contrats (testaments et autres) rédigés en langue française.

Un espoir

Tout n'est pas perdu. Interrogé à l'issue de la cause-

rie, M. Deslauriers qui a été chaudement applaudi par les membres Richelieu a expliqué au journaliste du DROIT que tel que recommandé par le CAFO, le gouvernement de l'Ontario ne parle plus de bilinguisme mais bien de "services en langue française".

"Le mot bilinguisme, d'opiner le président Deslauriers, causait un ressac chez les anglophones du Sud de l'Ontario. En utilisant services en langue française, ils sont beaucoup moins réticents et ne se croient plus obligés d'apprendre à parler le français".

Par la suite, le président du CAFO a dit qu'il aimerait bien voir les ministères ontariens de la consommation, des universités et du tourisme embaucher chacun un coordonnateur en langue française.

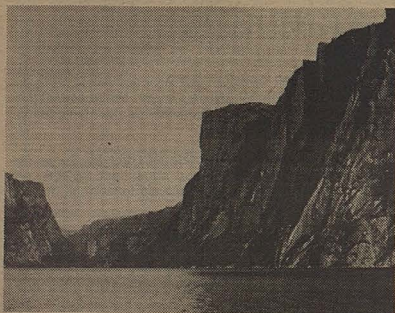
Présentement, on retrouve des coordonnateurs de langue française aux ministères des Affaires du Nord, de la Justice, de la Culture, de la Santé ainsi que des Services sociaux et communautaires. Leur travail consiste à assurer des services pour les francophones.

Tiré du Droit

Un de nos parcs nationaux...

Le parc national de Gros Morne, situé sur la côte occidentale de Terre-Neuve, occupe une superficie d'environ 1,200 kilomètres carrés.

Plusieurs sentiers permettent aux visiteurs de découvrir la végétation et la faune du parc. Ceux qui empruntent les sentiers qui mènent au sommet de Gros Morne et à l'étang Western Brook sont récompensés de leurs efforts par les panoramas exceptionnels qu'ils y trouvent.



Activités

La mer joue un rôle tellement important dans l'histoire de Gros Morne que les croisières d'excursion sont l'un des moyens les plus agréables d'explorer la côte et les environs de Bonne-Baie.

Les pêcheurs locaux vous loueront des embarcations pour les croisières ou les expéditions de pêche. Le pêcheur peut tenter sa chance en eaux douces et en eaux salées. Dans les premières, il trouvera la truite mouchetée et le saumon de l'Atlantique et, dans les secondes, le maquereau et la morue. Ce sport est soumis aux règlements de la pêche du gouvernement de Terre-Neuve.

La baignade en eau salée est possible en plusieurs endroits. La vaste plage de sable fin de la baie Shallow est excellente pour les baigneurs qui veulent éviter les foules. La température de l'eau se maintient à près de 20° C aux mois de juillet et août.

Afin de comprendre et d'apprécier pleinement le milieu complexe du parc, on encourage les visiteurs à participer au programme gratuit d'interprétation de la nature dirigé par un naturaliste de profession et son personnel. Ce programme comprend des promenades-causeries ainsi que des causeries illustrées.

Après l'affluence des visiteurs durant l'été, la plupart des services cessent leurs activités, mais le parc reste

ouvert toute l'année pour ceux qui veulent faire des randonnées et admirer les merveilles de la nature.

En hiver, les sportifs peuvent s'adonner à la raquette et au ski de fond.

Logement

Plusieurs terrains de camping ont été aménagés au nord de Rocky Harbour, où se trouve l'administration du parc, et à Woody.

Dans le voisinage du parc, il existe plusieurs établissements commerciaux, dont des motels et des maisons d'accueil pour touristes.

Voies d'accès

Le parc national de Gros Morne est facilement accessible en voiture. La route 430, qui traverse le parc, rejoint la route transcanadienne à Deer Lake.

Rocky Harbour est situé à 72 kilomètres au nord-est de Deer Lake et à 126 kilomètres de Corner Brook.

Deer Lake est doté d'un aéroport moderne et est relié au parc par plusieurs autobus commerciaux. Gros Morne est aussi accessible par bateau. Il n'existe pas d'installations spéciales à cette fin, mais plusieurs villages ont un qui en bonne condition et Bonne-Baie offre des mouillages sûrs.

Restaurants

Le parc national de Gros Morne n'a aucun restaurant. Cependant, vous trouverez le Ocean Room à Rocky Harbour et le Deer Lake Motel à Deer Lake. Il ne faut pas vous attendre à un repas gastronomique mais ces deux restaurants offrent des plats simples à des prix raisonnables.

Renseignements

On peut écrire à: Parc national de Gros Morne, C.P. 130, Rocky Harbour, Bonne-Baie, Terre-Neuve A0K 4N0, ou téléphoner à: Rocky Harbour (709) 2417.

Permis			
*véhicule		pêche	
1 an	\$10	1 an	\$4
4 jours	\$2	camping	
1 journée	\$1	1 journée	\$3 à \$6
*Dans la plupart des parcs			

Parcs Canada, Division de l'information
400 ouest, avenue Laurier, Ottawa K1A 0H4

(Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'Etat)

Stoney Point Super Market

PROPRIÉTAIRE: Roméo Beaudet

épicerie-viande-légumes frais

798-3029

De passage à Toronto ... our par courrier ...

livres et disques français

Choix complet pour tous les goûts et tous les âges

Editions Champlain Ltée.

(416) 364-4345

82 rue Church,
Toronto
M5G-2G1

Gérard P. Levesque avocat

52 ouest

rue Chatham

suite 205

Windsor, Ont.

252-2323

1160 rue

Lespérance,

Técumseh

735-9928

735-2517

Imprimerie Lacasse Técumseh Ontario

735-4121

'La seule imprimerie bilingue
dans le comté d'Essex'

Salon funéraire

MARCOTTE

870 Wyandotte est, Windsor
12105 ch. Técumseh, Técumseh, Ont.

Au service des familles françaises de Windsor,
Técumseh et les environs

Sur la scène provinciale et nationale

Six mois de perdus pour les francophones hors Québec —Gauthier

par France Pilon

MONTREAL — Les francophones hors Québec "ont perdu six mois" puis-que aucune action concrète visant une amélioration de leur sort, n'est venue clo- turer la Conférence inter-provinciale, dont les travaux ont pris fin, hier, à Montréal.

Tout comme à St. Andrews, en août dernier, la Fédération des francopho- nes hors Québec est venue hanter les couloirs du Château Champlain, lieu de la rencontre, dans l'espoir de revenir vers ses membres avec un engagement fer- me des provinces anglophones d'améliorer, par des mesures concrètes les servi- ces éducatifs pour les minorités de langue française.

Or, selon M. Hubert Gauthier, directeur général de la FFHQ, il n'y a eu aucune évolution depuis St. Andrews et il "faut se demander s'il y a une réelle volonté chez les dirigeants provinciaux de changer quelque chose."

La déclaration de principe adoptée par les premiers ministres à l'issue de leurs entretiens, ne permettra pas, aux dires de M. Gauthier d'enrayer l'assimi- lation des francophones dans les provinces majoritairement anglaises, de mettre un frein au conflit scolaire de Bathurst, d'accélérer l'implantation d'un conseil homogène de langue française en Ontario ou l'établissement de réseaux d'écoles françaises au Manitoba.

Visiblement amer devant l'inaction des gouvernements et le manque d'ac- tion précise, le directeur de la FFHQ s'est dissocié des propos des premiers mi- nistres à l'effet qu'il y a eu progrès "évident", comme en témoigne le rapport du Conseil des ministres de l'Éducation.

Selon la FFHQ, le rapport ne reflète pas la réalité parce que certaines don- nées seraient "gonflées"; et qu'il est muet quant à des mesures que devraient mettre en place les provinces pour assurer une meilleure égalité de services avec leurs concitoyens.

La FFHQ se refuse à jeter le blâme sur le Québec, qui a présenté à la con- férence le principe de la juridiction exclusive des provinces laissant à ces der- nières carte blanche dans l'organisation des services éducatifs à leur minorité. "On n'a pas demandé au Québec de mener notre bataille", a répondu M. Gauthier à une question d'un journaliste qui lui demandait si, à toutes fins pra- tiques, le Québec n'avait pas "laissé tomber les francophones".

Loin de se décourager cependant, M. Gauthier a indiqué l'intention ferme de son association de poursuivre la lutte en faisant des pressions auprès de cha- que gouvernement provincial.

Tiré du Droit

Juneau rencontre les députés du caucus des minorités

OTTAWA — Après une rencontre d'une heure et demie, hier, avec le nouveau sous-secrétaire d'Etat, M. Pierre Juneau, les députés du cau- cus des minorités estiment avoir enfin établi un lien direct avec la bureaucratie du Secrétariat d'Etat.

"Il y aura beaucoup plus de con- sultation à l'avenir", a déclaré, hier, le député libéral de Madawa- ka-Victoria, M. Eymard Corbin, à l'issue de la réunion en privé avec M. Juneau.

M. Corbin et les autres députés libéraux représentant des circon- scriptions à l'extérieur du Québec qui comptent des communautés françaises se sont regroupés en mini-caucus, il y a quelques semai- nes, avec l'intention de participer plus activement au débat sur l'ave- nir des minorités francophones.

L'un des instigateurs de ce mini- caucus, le député d'Ottawa-Vanier, M. Jean-Robert Gauthier, avait pro- posé que les députés entreprennent une tournée à travers le pays afin de rencontrer les diverses associa- tions francophones. Avant d'entre- prendre une telle consultation, les députés ont cependant décidé qu'il leur fallait prendre contact avec tous ceux qui ont trempé dans ce dossier au cours des dernières an- nées.

Ayant rencontré, la semaine der- nière, le président du groupe de l'u- nité nationale, M. Paul Tellier, les députés avaient choisi comme invi- té, hier, le nouveau sous-secrétaire d'Etat.

Interrogés à l'issue de la réunion, M. Corbin et le député de Glen- garry-Prescott-Russell, M. Denis Ethier, n'ont pas hésité à affirmer que tous les membres du mini-cau- cus trouvaient très encourageante l'arrivée de M. Juneau dans le dos- sier des minorités francophones. "Il y aura une meilleure compréhen- sion au Secrétariat d'Etat", a com- menté M. Ethier.

Quant à M. Corbin, il croit que la

rencontre d'hier aura permis aux députés qui représentent des minori- tés francophones hors Québec d'obtenir l'assurance qu'ils pour- ront participer activement à l'élabo- ration et la mise en oeuvre des pro- grammes touchant les communau- tés françaises du pays.

Le député de Madawaska-Victoria a bien tenu à préciser que le mini-caucus n'avait aucunement l'intention de dérober quelque pou- voir que ce soit au Secrétaire d'E- tat, M. John Roberts, et que ce dernier avait d'ailleurs réagi favora- blement à cette initiative. "On doit reconnaître que les députés sont ha- bilités à parler au nom des minori- tés francophones", a-t-il ajouté.

Selon MM. Corbin et Ethier, les tactiques de confrontation de la Fé- dération des francophones hors

Québec continuant à préoccuper les membres du caucus des minorités mais aucune rencontre avec ce groupe n'est prévue. Selon M. Cor- bin, la FFHQ et le caucus des dé- putés ont le même objectif, soit d'améliorer le sort des francopho- nes hors Québec, mais il est clair qu'il existe un profond désaccord sur les moyens à prendre.

Si le caucus des minorités n'a dé- cidé d'aucune action précise pour faire la paix avec la FFHQ, le dé- puté Ethier a décidé néanmoins de prendre "personnellement" l'initia- tive de rencontrer les dirigeants de la Fédération. "J'aimerais revenir à la base", a dit M. Ethier, expli- quant qu'il serait possible, selon lui, pour la FFHQ et les députés fé- déraux de redéfinir leurs positions face à un objectif commun. M. Ethier comprend mal que la FFHQ ait choisi de s'en prendre constam- ment au gouvernement fédéral, alors que les problèmes majeurs des minorités francophones relèvent des provinces. "C'est un jeu dange- reux", a-t-il déclaré.

Tiré du Droit

Tirage Bonif Special!

Plus de 55,000
prix supplémentaires
représentant plus de
24 millions de dollars...

pour marquer le
tirage du Jubilé de diamant
Wintario le 16 mars!



Pour ce 75^e tirage spécial,
votre billet Wintario est valable pour les
cinq tirages réguliers de \$100,000

PLUS

2 prix spéciaux de \$75,000

102 prix spéciaux de \$7500

102 prix spéciaux de \$750

et des milliers d'autres prix spéciaux

...soit, au total, plus de 150,000 prix représentant près de \$6 millions!

Le numéro de votre billet Wintario ordinaire vous donne des milliers de chances supplémentaires dans ce tirage boni du Jubilé de diamant! Le billet est valable pour tous les prix réguliers en espèces, exempts d'impôts... PLUS LES SIX TIRAGES BONI SPÉCIAUX comprenant les tirages de deux prix boni de \$75,000 pour les billets qui ont le numéro de série et le numéro de billet à cinq chiffres gagnants.

De plus, on tirera deux numéros à cinq chiffres: l'un pour \$75,000, l'autre pour \$750... PLUS deux numéros à trois chiffres pour plus de 18,000 prix de \$25. Il y aura également plus de 35,000 prix de \$25 pour les billets qui ont les trois derniers chiffres gagnants dans les quatre tirages boni principaux!

Le nombre des prix est basé sur l'impression de 102 séries de billets. Les billets ne sont valables que pour un seul prix de tirage régulier et un seul prix de tirage boni. Pour le paiement, les billets gagnants doivent être présen- tés dans l'année de la date de tirage. Pour de plus amples renseignements, consultez le Lottery News du 3 mars chez votre détaillant.

Nous y gagnons tous!

SOCIÉTÉ DE LOTTERIE DE L'ONTARIO

wintario

Jubilé de diamant

En direct à la télé! Le jeudi 16 mars à 21h de Port Colborne.

Le système métrique —
ça s'apprend

30 P'TITES MINUTES avec Florian Carrière

(Première partie)

● La Patente ou

L'Ordre de Jacques Cartier

par Guy O'Bomsawin

En 1927 était fondé à Ottawa un organisme qui a suscité pendant plusieurs années la curiosité d'une foule de gens, tant par l'importance de son action à l'échelle nationale que par la discrétion avec laquelle ses membres (inconnus des non-initiés) en assuraient le fonctionnement.

Quel a été son impact véritable au sein de la société francophone du Canada?

Par quelle formule magique cet organisme, qui avait quand même pignon sur rue sous le nom de l'Ordre de Jacques Cartier, a-t-il pu regrouper partout à la fois autant de compétences?

Le témoignage de Florian Carrière, un ancien membre actif de plusieurs cellules outaouaises de "la Patente", apporte beaucoup de réponses aux questions qui surgissent.

Cinquante ans plus tard, que reste-t-il de l'Ordre de Jacques Cartier?

Je ne crois pas que ça vive où que ce soit; du moins sur le double plan national et provincial. On m'a dit qu'il y aurait encore quelques cellules isolées dans l'Ouest canadien, dans le Nord de l'Ontario et peut-être au Nouveau-Brunswick.

Au Québec, l'Ordre — "la Patente" — se serait scindé pour laisser place à l'Ordre de la renaissance et à l'Ordre de Jean-Talon. A l'heure actuelle je suis sans nouvelles de quelque organisme ou groupuscule que ce soit, mais je crois qu'un certain noyau continue à exister.

Cette dissolution date de combien d'années?

D'une dizaine d'années. Vers 1968-1969, l'Ordre avait cessé d'exister à titre d'organisme national, parce que certains membres souhaitaient que l'action se continue à l'échelle strictement provinciale.

Cette régionalisation, pour employer un terme connu, aurait donc entraîné la disparition des cellules provinciales?

Dans la plupart des provinces, les cellules ont fait un temps et se sont mises à disparaître graduellement. Tout ce qui reste, de fait, ce sont des fonds administrés par des syndicats, et ces fonds devraient servir éventuellement à l'Ordre, en tant qu'organisme indépendant, ou être remis en partie à d'autres institutions francophones.

Quelle pouvait être l'actif de "la Patente", au moment de sa dissolution?

L'actif de l'Ordre n'a jamais été très très important, parce qu'on avait pour principe non pas de dépenser follement l'argent, mais de l'utiliser au fur et à mesure pour créer des organismes francophones ou envoyer des délégations à Rome ou ailleurs pour défendre les intérêts des Canadiens français à travers le Canada. Lors de la dissolution, on avait donc certains montants, et l'Ontario a hérité, je crois, de \$25,000.

Les sommes recueillies correspondaient-elles à un projet?

Oui, mais pas à celui d'une population provinciale ou régionale. En réalité, on fixait un montant per capita pour les membres d'une même province, et on se retrouvait avec un budget viable, normalement grossi par des dons perçus ici et là.

Et la part du Québec dans tout ça?

C'était la plus importante. Je n'ai pas d'ordre de grandeur, mais j'imagine qu'elle a dû facilement dépasser les \$100,000. Avec l'argent amassé chaque année, on a pu

acheter un immeuble à Ottawa. Sa vente, rendue nécessaire à la suite des événements, a rapporté un montant appréciable; ce qui a permis de créer des fonds de réserve et d'effectuer un certain nombre de placements.

Quel était le montant du budget annuel?

Le montant réel du budget de l'Ordre? Je ne l'ai jamais connu. C'était très difficile de savoir de quel ordre il était, puisque seuls les chanceliers avaient accès à ce genre de renseignements.

Lorsque vous parlez de la propriété que l'Ordre avait à Ottawa, faites-vous référence à un édifice connu?

Oui. Il s'agissait d'un édifice de la rue King Edward, sans caractéristiques particulières, qui existe encore. L'Ordre de Jacques Cartier y avait ses bureaux au premier étage, tandis que le second était loué comme appartement. Le bâtiment est situé près du bain Champagne (pour ceux qui sont familiers avec ce secteur de la ville).

Une société secrète?

L'Ordre a été fondé en quelle année?

En 1927. C'est le curé de la paroisse Saint-Charles, à Ottawa, monseigneur Barette, qui en a été l'instigateur. Il a été appuyé par quelques fonctionnaires et des hommes d'affaires qui trouvaient que la place des francophones dans la fonction publique fédérale n'avait rien d'exorbitant.

Ils avaient accompli leurs premiers efforts en côtoyant des Francs-maçons, et en réussissant à obtenir leur livre de règlements et d'initiation. C'est à partir de ces règlements que l'Ordre a été structuré, avec cette différence fondamentale que les éléments francophones et catholiques y étaient incorporés.

Comment ont-ils pu se procurer ces documents, sachant que les Francs-maçons sont anti-francophones et anti-catholiques?

L'histoire ne le dit pas. On présume qu'ils les ont subtilisés ou encore qu'un Franc-maçon a fait du "coulage". Ça arrive n'importe où ça!

A partir de là, l'Ordre s'est défini comme étant un organisme francophone au service des Canadiens français.

Dans ce temps-là, on ne parlait ni de Québécois ni de Franco-ontariens. Tous les francophones du Canada étaient des Canadiens français.

Il faut admettre cependant qu'étant en majorité au sein de "la Patente", les Québécois ont eu beaucoup d'influence sur l'orientation nationale du mouvement, et cette situation était considérée comme tout à fait normale.

L'Ordre avait-il un caractère secret, de société fermée?

Au tout début, évidemment, on ne choisissait qu'un tout petit nombre d'initiés. Cette pratique s'est d'ailleurs continuée pendant assez longtemps.

Ce n'était ni un organisme politique, ni un mouvement appelé à se populariser. L'Ordre avait d'abord été fondé pour s'occuper des postes des francophones dans la fonction publique de la capitale nationale. Au fur et à mesure qu'il s'étendait d'une province à l'autre, l'Ordre en est arrivé à s'occuper des problèmes de tous les francophones du pays.

On a beaucoup parlé de secret quant à la devise de l'Ordre, mais à l'intérieur du mouvement on parlait surtout de discrétion. Il y a une nuance. En pratique, il nous était permis de dire certaines choses en ne soulignant pas d'où ça venait.

Evidemment, on a exagéré à un moment donné, et "on" ne voulait même pas qu'un individu dise à sa femme où il allait. C'a pu créer certaines ambiguïtés, mais s'il était le moins intelligent, il pouvait parler de la

Saint-Jean-Baptiste, de la Chambre de Commerce, etc.

Plus tard, on a quand même compris qu'il fallait que ce soit plutôt une question de discrétion, et non pas une affaire de secret absolu.

Y avait-il des amateurs d'espionnage et de contre-espionnage?

Oui, les "agents doubles" existaient, comme chez les Francs-maçons, les Chevaliers de Colomb, partout. Mais l'Ordre, quoi qu'on en dise, n'était contre rien ni personne en particulier, mais militait plutôt en faveur des Canadiens français. Par le fait même, il devait voir à ce que les nôtres aient leur propre place au soleil.

C'était une certaine forme de protectionnisme?

Oui et non, mais comme nos hauts fonctionnaires francophones étaient plutôt rares, et comme ils étaient assez surveillés, c'était quand même assez difficile d'agir autrement!

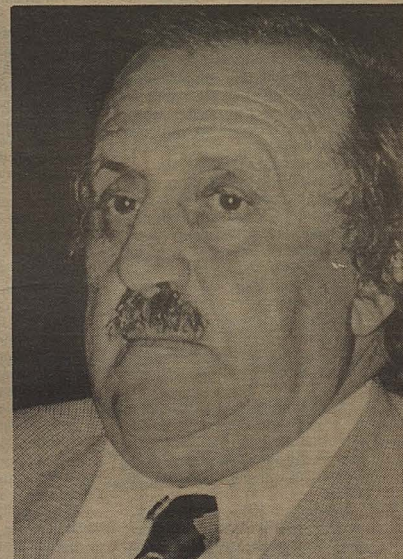
Pouvez-vous en nommer de ces hauts fonctionnaires?

Plusieurs d'entre eux sont morts. Il y avait l'ancien imprimeur de la Reine, Monsieur Cloutier; il y a eu Monsieur Desormeaux, ancien premier secrétaire de l'Assurance-chômage...

En fait, la plupart de nos hauts fonctionnaires et sous-ministres francophones, s'ils n'étaient pas membres de l'Ordre, étaient au courant de ses activités et entretenaient des relations avec ses membres.

Et favorisaient les francophones dans leur milieu...

... en autant que faire se pouvait, parce qu'ils n'avaient pas tout le système avec eux. Ce qu'ils pouvaient faire, c'était d'informer l'Ordre des postes qui pouvaient être offerts, afin qu'on renseigne nos membres et qu'ils se portent candidats. La collaboration se faisait surtout à ce niveau-là.



Florian Carrière, d'Ottawa, est un ancien membre actif de plusieurs cellules outaouaises de l'Ordre de Jacques Cartier. Il oeuvre toujours pour le mieux-être des francophones, à titre notamment de membre du Conseil de la vie française en Amérique et en tant que nouveau président du Conseil des écoles séparées d'Ottawa.

SUITE A LA PAGE 7

P&R 702 A

(Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'Etat)



ASSURANCE-VIE
LUC MAILLOUX
Ma spécialité est l'assurance vie.

Windsor: 254-2521
110 rue Tecumseh est, Windsor

résidence: 727-3855
située à Puce

E.A. Archer
montres et diamants

Tilbury, Ont. 682-2301

St-CLAIR GRAIN & FEEDS
Provisions pour fermes

Pature	Staples
Grain	

30 P'TITES MINUTES ...

SUITE DE LA PAGE 7

Pour essayer d'éliminer la discrimination?

C'est ça. Lorsqu'un concours était ouvert et que l'Ordre savait que tel ou tel francophone avait de fortes chances d'obtenir le poste, on faisait front commun derrière cette personne.

Ce genre d'action était menée chaque fois que nos membres en place dans la fonction publique nous indiquaient que les qualifications et les affiliations politiques ainsi que les amis d'un candidat constituaient déjà des facteurs de succès.

L'Ordre ne favorisait pas les individus; il voulait que la minorité francophone en arrive à quelque chose. Dans la pratique, il fallait agir de cette façon.

L'Ordre était-il différent de la franc-maçonnerie à ce point de vue-là?

Non. Quand la franc-maçonnerie trouvait qu'un homme avait une certaine valeur, elle favorisait elle aussi sa candidature.

Même si on voulait que les francophones occupent le plus grand nombre de postes possible chez les cadres du gouvernement fédéral, c'était assez irréaliste de croire qu'ils pouvaient répondre aux exigences de tous. L'Ordre, d'ailleurs, ne se contentait pas seulement d'amener des gens à occuper des emplois intéressants; il préparait également certains individus à entrer dans des fonctions déterminées, en faisant en sorte que ceux-ci occupent graduellement des postes qui les conduisaient aux niveaux visés.

Rien à cacher

Si le mouvement avait pignon sur rue à Ottawa, c'est dire qu'il était connu du grand public...

Evidemment. Nous avions une charte fédérale qui nous obligeait, à cette époque, à soumettre un rapport à chaque année au Secrétariat d'Etat.

L'Ordre n'a jamais été une organisation subversive, ou quoi que ce soit de ce genre.

La société anglophone s'opposait-elle à vos activités; le fait que la franc-maçonnerie savait que des individus étaient favorisés par "la Patente", créait-il des conflits ouverts?

Attention. Certains anglophones acceptaient le jeu mais ça ne veut pas dire qu'ils laissaient passer nos candidats facilement. Il ne faut pas oublier le fait que les anglophones n'ont jamais été vraiment au courant de l'Ordre et de ses activités; ils pouvaient en avoir une vague idée, sauf durant les dernières années.

Par contre, certains anglophones, faisant partie des Chevaliers de Colomb, savaient que l'Ordre existait, en ce sens qu'ils savaient que les francophones avaient une quelconque organisation.

Leur tolérance ne découlait pas seulement de l'existence des Franc-maçons et de l'Ordre de Jacques Cartier. Elle provenait de ce que plusieurs groupes avaient tendance à se former, ne fût-ce que sous la bannière de telle ou telle maison d'enseignement, ou de telle université. C'est ainsi qu'à une certaine époque, ce sont les universités McGill et Dalhousie qui prévalaient lorsqu'il s'agissait de combler des postes supérieurs exigeant des diplômes en droit; en industrie forestière, c'était l'université du Nouveau-Brunswick.

Vu le pouvoir parallèle que pouvait constituer à un certain niveau de décision l'existence de "la Patente" et de la franc-maçonnerie, le gouvernement n'en est-il pas arrivé à croire que des choses peu orthodoxes pouvaient se passer? N'y a-t-il pas eu des enquêtes policières portant sur vos activités?

Oui. Durant la dernière guerre, à l'occasion du plébiscite, il y a certains sénateurs, même des députés francophones, tel Teddie Bouchard, et certains anglophones qui se sont élevés contre l'Ordre de Jacques Cartier.

Le gouvernement a donc décidé de faire mener une enquête par trois représentants de la Gendarmerie royale. L'enquête s'est avérée en faveur de l'Ordre. Faut-il croire qu'au moins deux de ces policiers en question étaient membres de l'Ordre? Est-ce qu'ils auraient été assignés à cette enquête pour cette raison? Ça c'est une autre affaire.

En fait, on ne cachait rien. On publiait un bulletin largement diffusé à nos membres, et qui s'appelait *L'Émérillon*. D'autres publications étaient également à l'usage du public en général.

Comme tous les paliers de gouvernement étaient déjà bien renseignés sur les activités de l'Ordre, on se demande pourquoi il y a eu une enquête, si ce n'est tout simplement pour satisfaire à la demande de ceux qui s'inquiétaient des activités de "la Patente".

Pourquoi a-t-on appelé l'Ordre "la Patente"?

Je ne le sais pas. Personne ne le sait, mais probablement que les gens, pour ne pas dévoiler l'existence de l'Ordre, l'ont désigné sous ce nom. Il ne faut pas oublier que la discrétion frignait parfois le secret.

Dans le langage des Canadiens français, même avant la fondation de "la Patente", une patente était considérée comme une espèce de machin, d'affaire, d'invention quelconque qu'on ne connaissait pas trop, qu'on avait peine à décrire. On a donc fini par appliquer cette expression à l'Ordre, et les membres l'ont eux-mêmes adoptée.

N'y avait-il pas une attitude contradictoire en ce que "la Patente", bien que tenue sous le couvert de la discrétion, avait des publications et même un journal largement distribué, qui s'appelait *L'Émérillon*?

Les articles de *L'Émérillon* ne donnaient pas un compte rendu des assemblées des hauts dignitaires de "la Patente". Il s'agissait d'articles d'orientation, concernant le nationalisme.

Il y avait des articles de fond sur la situation des Canadiens français à travers le pays, ou sur celle des francophones au sein de la fonction publique fédérale et dans les grandes compagnies.

La situation économique était aussi mise en évidence. Certains articles, aussi, indiquaient clairement l'orientation de "la Patente".

SUITE A LA PAGE 8

Ces textes sont fournis par le Secrétaire d'Etat

La Co-opérative de Pointe-aux-Roches

Marchand de:

- fourrage • engrais
- grain • quincaillerie
- accessoires électriques
- pétrole (huile et essence)



RR. 1, Pointe-aux-Roches 798-3011
798-3012

Coordonnateur des Services en Français:

\$22,000 - \$26,100

Le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs vient de créer un poste de coordonnateur des services en français. Le coordonnateur, qui relèvera du sous-ministre, aura pour tâche principale d'organiser et de mettre en oeuvre des services en français s'appliquant aux divers programmes et activités du Ministère. Il assurera la liaison et la coordination entre la communauté franco-ontarienne et le Ministère, et conseillera les cadres supérieurs du Ministère sur toutes les questions relevant du Ministère et touchant les Franco-Ontariens.

Exigences: diplôme universitaire de préférence en Beaux-Arts ou dans une discipline socio-culturelle. Connaissance parfaite du français et de l'anglais. Plusieurs années d'expérience administrative avec augmentation progressive des responsabilités dans le domaine des

arts, des loisirs ou des sports. Connaissance des divers organismes franco-ontariens et de l'actualité culturelle, sociale, artistique, récréative ainsi que de tout ce qui touche à la conservation du patrimoine. Compétences en communication et aptitude à analyser et évaluer les projets. Le poste offre énormément de latitude aux candidats qui savent faire preuve d'initiative et peuvent travailler avec un minimum de direction.

Adresser les demandes d'emploi le 24 mars, 1978, dernier délai, à la direction du personnel, Ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs, 77-Quest, rue Bloor, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 2R9. Se référer au Dossier REC 6 78.

Ce poste s'adresse à égalité aux hommes et aux femmes.



Fonction publique
Ontario



KING GRAIN LIMITED

Pain Court

354-3210



Wallaceburg

627-6089

WINDSOR CHAPEL

Entrepreneurs de pompes funèbres

telephone 253-7234

1700 chemin Têcumseh est, Windsor

Francis Louis Janisse, Président
et Directeur

L.P. Roofing

- Couvertures plates
- Bardeaux d'asphalte
- Revêtements aluminium
- Dalles d'eau
- Réparations générales

728-1061

Prévisions d'Activités de l'A.C.F.O. régionale

suite de la page 3

B. au niveau post-secondaire

Le conseil régional travaillera avec le Collège St Clair pour l'obtention de cours d'éducation permanente en français

C. conseil scolaire homogène

Le conseil régional s'engage à mettre sur pied un comité ad hoc qui lui aidera dans sa campagne d'éducation et de sensibilisation auprès de la population de Windsor-Essex au principe de conseil scolaire homogène français.

Action Politique

Le conseil régional entendra intensifier son action politique auprès de deux groupes en particulier a) auprès des francophones pour faire en sorte que l'ACFO devienne véritablement la voix des francophones de cette région.

b) auprès des anglophones afin de sensibiliser ces groupes aux droits et aux besoins des francophones de la région.

En termes concrets, l'ACFO se propose de

1. au sein du conseil régional, établir un comité d'action politique
2. rapprocher les associations de la ville et du comté
3. renforcer ses liens avec les différents organismes francophones afin de mieux connaître les besoins et les attentes de ceux-ci
4. viser à une meilleure entente et coordination auprès des organismes francophones en favorisant un échange réciproque d'informations entre organismes
5. établir un calendrier d'événements des organismes francophones de la région dans le style ACFO-INFO
6. par moyen de rencontres avec les divers organismes francophones et anglophones, sensibiliser la population au sujet de la loi cadre et de conseil scolaire homogène
7. travailler plus étroitement avec les médias francophones et anglophones
8. rencontrer les politiciens locaux, provinciaux et fédéraux afin d'obtenir leur appui face aux objectifs adoptés à l'assemblée générale (loi cadre, conseil scolaire homogène)
9. renseigner les gens sur la politique et les politiciens locaux

Culturel

Le conseil régional se propose de parrainer un

projet d'emploi d'été pour étudiants. Les étudiants entreprendront une étude historique de la vie française dans la région de Windsor-Essex.

Jacques Kenny

Président

Le conseil régional s'impliquera dans la planification et l'organisation des festivités de la St-Jean ainsi que de la Semaine Française.

Suzanne Bidard

Animatrice

L'énergie à meilleur marché

Pourquoi tant d'eau chaude?

Prendre un bain à deux est une façon d'économiser l'eau chaude... mais voici d'autres suggestions:

Pourquoi ne pas rester debout? En effet, pourquoi ne pas prendre une douche plutôt qu'un bain. Si quelqu'un met en doute l'économie possible, voici comment prouver votre affirmation:

Tout ce dont vous avez besoin est la baignoire et une règle à mesurer. A votre prochain bain, mesurez la profondeur de l'eau dans la baignoire avant d'y pénétrer vous-même.

La fois suivante, prenez une douche mais mettez la bonde en place pour éviter que l'eau ne s'écoule. Une fois l'opération terminée, mesurez la profondeur de l'eau accumulée dans la baignoire. Vous verrez qu'une douche nécessite pas mal moins d'eau.

Le régulateur de débit. On peut encore faire une économie d'eau en prenant une douche si la pomme à douche est pourvue d'un régulateur de débit.

Pendant la douche, on ne se tient pas toujours directement sous le jet d'eau. Durant ces moments il suffit de tourner la pomme vers le mur pour en ralentir le débit considérablement. Lorsque vous avez de nouveau besoin du plein jet d'eau, il suffit d'orienter la pomme à douche vers le centre de la baignoire.

Demandez au marchand de matériaux de construction de votre quartier s'il a de ces régulateurs en stock, et si vous faites construire votre propre maison, demandez à l'entrepreneur d'en installer un.

Si vous devez prendre un bain, utilisez une eau plus fraîche et en petite quantité. Le coût d'un bain est déterminé principalement par le coût de l'énergie utilisée pour chauffer l'eau. L'eau elle-même ne coûte à peu près rien. La quantité d'énergie utilisée dépendra de la quantité d'eau et de sa température.

Le tableau qui suit est pour une baignoire standard. Le volume d'eau dépend de la profondeur de l'eau (avant de monter dans la baignoire). On présume que l'eau a été chauffée à l'électricité au coût de 2 cents le kilowatt-heure (kWh).

COMBIEN VOUS COÛTE UN BAIN?

Profondeur de l'eau		Température de l'eau		
Pouces	Centimètres	Tiède (112° F, 50° C)	Chaude (140° F, 60° C)	Très Chaude (158° F, 70° C)
		cents	cents	cents
4	10	6	8	10
5	13	8	11	13
6	15	10	13	15
7	18	12	15	18
8	20	13	17	20
9	23	15	19	23
10	25	17	21	25

Energie, Mines et Ressources Canada,
588, rue Booth, Ottawa K1A 0E4

Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'Etat

P&R 302

30 P'TITES MINUTES . . . SUITE DE LA PAGE 7

On assisterait donc aujourd'hui à une régression, au chapitre des publications destinées à faire connaître, à l'échelle nationale, la situation des francophones?

Nous subissons certainement une très grande régression.

Par ailleurs, on a assisté à la dislocation de la société canadienne-française, au point de vue religieux; ce qui a démantelé presque automatiquement la consolidation à laquelle on en était arrivée, au niveau des efforts faits par les diverses collectivités francophones du pays.

Toute la structure de l'Ordre était fondée sur l'esprit paroissial. Comme l'Eglise avait une énorme influence sur toutes les associations, on s'est retrouvé tout à coup sans lendemain.

Je dois cependant préciser que si nous bénéficions de l'appui du clergé, celui-ci n'a jamais dirigé "la Patente". Les prêtres pouvaient agir en tant qu'aumôniers mais, à ma connaissance, ils n'étaient pas autorisés à devenir membres de l'Ordre. Nous croyions que le clergé devait être disponible pour tous les fidèles, et qu'un organisme n'avait pas à le tenir captif.

Notre disparition a aussi été provoquée par le sentiment nationaliste québécois, qui devenait de plus en plus fort. Dans ce contexte, l'Ordre a subi une profonde scission idéologique dès qu'on a parlé de séparation. L'idée ne plaisait évidemment pas aux francophones hors Québec.

"La Patente" s'était toujours fait un devoir d'entretenir un sentiment nationaliste tout en évitant de s'inféoder dans une théorie politique quelconque. Je dois reconnaître que dans un milieu canadien-français, ce genre d'équilibre est très difficile à maintenir.

Tous ces phénomènes ont donc amené progressivement la disparition de l'Ordre, qui ne pouvait être maintenu à partir de principes, de buts et de stratégies qui n'avaient rien de commun. C'a été regrettable!

Un autre facteur qui a également ébranlé "la Patente", a été l'apport du gouvernement fédéral au financement des associations. L'Ordre avait pour caractéristique d'être le fruit du dévouement. Et ce sentiment était porté à un point tel que chaque membre, en plus de fournir sa cotisation annuelle, en payait une à la société Saint-Jean-Baptiste et une autre à l'Association de l'Ontario. Notre mouvement récupérait ces sommes et les remettait aux organismes désignés.

Les dollars: un bien ou un mal?

Lorsque le bénévolat est devenu "rentable", le système se serait enrayé?

Je dois avouer que toute notre organisation a arrêté de fonctionner à partir du moment où on a cessé de faire appel au dévouement.

L'Ordre était basé totalement sur le don de soi. Nos membres étaient des individus convaincus d'une cause, des gens qui acceptaient de travailler pour cette cause-là, en donnant non seulement un peu d'argent mais aussi de leur temps, de leurs capacités physiques et intellectuelles, et en acceptant de prendre certains risques.

Nous avions donc cette mystique-là. On dira ce qu'on voudra, mais les gens qui n'ont plus de mystique en trouvent toujours une autre.

Vous estimez que la lutte des francophones hors Québec serait menée avec moins de fierté qu'autrefois?

Je ne le nie pas, mais il y a un autre point fondamental à souligner sous ce rapport. Avec l'argent venant du gouvernement, plusieurs individus ont voulu profiter de la situation à des fins personnelles, en prétextant le mieux-être de leur milieu et de la collectivité.

On a aussitôt vu une prolifération d'associations, de

comités de citoyens de ceci, de cela; tout le monde voulait obtenir des octrois.

Avez-vous déjà demandé des appuis financiers au Secrétariat d'Etat?

Pas à ma connaissance, parce que ce n'était pas de mode. On ne demandait pas d'argent au gouvernement. On ne pouvait solliciter que des associations, des groupements, des individus . . .

Notre seul contact avec le Secrétariat d'Etat, consistait en la remise annuelle de notre rapport financier, comme devait le faire toute association incorporée.

Est-ce qu'on parlait déjà d'une possibilité d'obtenir des fonds gouvernementaux?

Oui. On croyait que cela pouvait se réaliser et que d'autres organismes que "la Patente" en bénéficieraient forcément, tels les sociétés Saint-Jean-Baptiste, les clubs Richelieu, etc. . .

Il n'était pas question cependant que l'Ordre profite de programmes de ce genre, parce qu'on voulait qu'il demeure totalement indépendant. On respectait la pensée de l'économiste Edouard Montpetit, de l'université de Montréal, qui avait traité de cette question dans un volume intitulé "Les cordons de la bourse". Il y mentionnait que celui qui tient les cordons peut vous faire respirer ou vous faire périr en ne faisant que les ouvrir ou les resserrer.

C'est ce qui arrive aux associations qui vivent aux dépens de l'Etat.

Le gouvernement peut être très bien intentionné, mais des circonstances politiques peuvent déclencher un revirement de situation n'importe quand.

A la prochaine parution: L'Ordre de Jacques Cartier se compare-t-il aux mouvements actuels?

Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'Etat

Les programmes fédéraux

● Hospitalité-Canada offre aux jeunes

Un billet de "faveur"

Depuis la création du programme d'échanges Hospitalité-Canada, plus de 4,000 jeunes gens ont commencé à se visiter entre les Maritimes et la côte du Pacifique, l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest, ou le Québec et les Rocheuses.

A la fin de janvier 1978, Hospitalité-Canada avait déjà versé, pour ce faire, environ \$1,000,000. Jusqu'à cette date, ce sont des groupes qui ont bénéficié de ce nouveau programme du Secrétariat d'Etat.

La participation des jeunes semble surtout motivée par des intérêts communs. Ils sont membres d'un même mouvement, choristes ou musiciens d'une fanfare, étudiants fréquentant des institutions semblables, ou encore membres d'un groupe partageant les mêmes traditions culturelles.

Des centaines de jeunes sont prêts à compléter leurs visites, et bientôt, ils seront des milliers à se rendre dans tous les coins du Canada et de leur propre province... chez vous peut-être?

Hospitalité-Canada est un nouveau programme visant à encourager les jeunes Canadiens à établir des échanges entre eux et à découvrir leur pays.

Il permet de se faire des amis dans les différentes régions du Canada, au rythme de quelque 15,000 contacts par année.

Les modalités

3 types d'échanges

entre groupes ou personnes

- de langues officielles différentes résidant dans des provinces différentes
- de langue officielle identique résidant dans des provinces différentes
- de langues officielles différentes résidant dans la même province

3 étapes à franchir

- l'inscription
- le jumelage
- l'échange



Critères de participation

L'inscription

Tout jeune citoyen canadien ou immigrant reçu est éligible à condition

- d'avoir entre 14 et 22 ans pour les échanges de groupes
- d'avoir entre 16 et 22 ans pour les échanges individuels
- d'accepter d'héberger son hôte, en lui assurant logement et repas (suivant l'esprit de réciprocité du programme)



Le jumelage

exige que chaque participant soit jumelé à un partenaire

dans le cas d'un groupe non déjà jumelé, Hospitalité-Canada se chargera de désigner un partenaire

dans le cas d'un échange individuel, Hospitalité-Canada désignera systématiquement le partenaire

exige que chaque participant corresponde avec son hôte pendant au moins 6 semaines, avant de procéder à la première visite.

L'échange

Le séjour chez le partenaire doit être d'au moins 5 jours, excluant le temps nécessaire au transport.

Chaque groupe doit mettre au point un programme comportant des activités reliées tant à la vie culturelle qu'économique et sociale.

Des activités donnant suite au voyage doivent être planifiées.

Un rapport conjoint doit être rédigé dans les trois mois suivant chaque visite.

La seconde partie de l'échange doit avoir lieu dans les douze mois suivant le jumelage.

Dépenses assumées

Hospitalité-Canada paie tout frais de déplacement entre le domicile* des participants et le foyer de leur hôte.

*Il n'y a aucune indemnité pour franchir la distance séparant le domicile du visiteur ou celui du visité, si l'un ou l'autre — ou les deux — est situé à moins de 50 km de la gare ou de l'aéroport le plus proche.

Dépenses non assumées

Hospitalité-Canada ne rembourse

- aucun frais de transport local
- aucun repas
- aucun frais de séjour (sauf exception)

Pour participer

Il faut d'abord remplir le bon ci-dessous et retourner ensuite le formulaire qu'Hospitalité-Canada renverra.

N.B.

Les frais de participation au programme sont de \$10 par personne.

Concernant les groupes, le nombre de personnes devrait être de 15 à 40.

Un échange ne peut se faire dans un délai inférieur à 6 semaines si le groupe est déjà jumelé, et à 12 semaines si le groupe est non jumelé (les échanges individuels sont soumis au délai de 12 semaines).

Toute demande de participation peut être rejetée pour des raisons de disponibilités financières.

Demande de renseignements

Hospitalité-Canada
Secrétariat d'Etat
66, rue Slater, suite 2326
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

Je désire recevoir plus de renseignements sur l'un des échanges suivants:

- ☐ échanges individuels
- ☐ échanges de groupes non jumelés
- ☐ échanges de groupes déjà jumelés

Nom de votre groupe (s'il y a lieu)

Votre nom

Adresse

Ville

Province

Code postal

ne rien inscrire ici

A l'intention des groupes jumelés:

Nom du groupe avec lequel vous êtes déjà jumelé

Nom du responsable du groupe avec lequel vous êtes déjà jumelé

Adresse

Ville

Province

Code postal

ne rien inscrire ici

(Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'Etat)

P&R 602

Pour l'entretien complet de vos cheveux, messieurs

Golden Ray
Bienvenue aux enfants aussi.
Yvan Duchesne Gerant 945-7151 Mail Télécopie Angle du chemin Lauzon

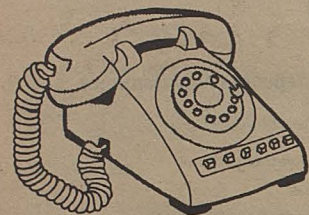
Harvey's Sheet Metal
Service de fourniture et air climatisé
1449, rue Lincoln Windsor
253-5552

OMER DUBUC
Courtier en Immeubles
Service bilingue, honnête et efficace
JEAN LORENZEN Real Estate Inc.
966-5543 734-6369

On parle français . . .

avec la collaboration de l'Office de la langue française,
700, boulevard St-Cyrille est, salle 203, Québec (Qué.) G1R 5A9

● au téléphone



Le poste d'intercommunication mixte

Expression française	Expression anglaise	Forme fautive
À votre service, je vous en prie, de rien, il n'y a pas de quoi	You are welcome	Bienvenue
Abonné (du téléphone)	Subscriber, customer	Client
Acceptez-vous les frais?	Do you accept the charges?	Acceptez-vous les charges?
Annuaire	(Telephone) directory (Telephone) book	Directory, bottin
Annuler un appel	To cancel a call	Canceller un appel
Appareil, poste, téléphone	Telephone set, set	
Appel à frais virés	Collect call	Appel à charges renversées

Expression française	Expression anglaise	Forme fautive
Appel de personne à personne, communication avec préavis	Person to person call	
Appel de poste à poste	Station to station call	
Appel importun	Harassing call	
Appel interurbain	Long distance call, toll call	
Appel local	Local call	
Appelant	Calling party	
Appelé	Called party	
Automatique interurbain	Direct distance dialing (DDD)	Composition interurbaine directe (CID)
Bloc-notes, bloc	Pad	Tablette
Bouton-poussoir	Push-button	
Brancher le téléphone	To connect the set	Connecter
Bureau (des abonnés)	Business Office	Bureau d'affaires
Butée	Finger stop	
Cabine téléphonique	Telephone booth	Boîte téléphonique
Cadran d'appel	Dial	
Casque (téléphonique)	Headset	
Céder la ligne	To clear the line	Lâcher la ligne
Central téléphonique	Telephone exchange	

Tiré de "Vocabulaire du téléphone"

● au magasin



- 1 — Floor model / floor sample

2 — Inventory clearance / inventory sale / stock-taking sale

3 — Mark down / to

4 — Mark up / to

5 — Non-advertised special

6 — Opening sale

7 — Price reduction / special price / reduction / special

8 — Regular price

9 — Rejuvenating sale / renovation sale
- 10 — Sale goods / reduced goods

11 — Sale price

12 — Saving price

13 — Savings

14 — Special offer

15 — Special price

16 — Store-wide sale

17 — Supply

18 — Value

19 — Warehouse sale

20 — White sale
- 1 — Article en montre

2 — Solde d'inventaire / liquidation (du stock) / solde après inventaire

3 — Démarquer

4 — Majorer / surmarquer

5 — Rabais surprise

6 — Vente-réclame d'ouverture

7 — Rabais / réduction

8 — Prix courant / prix du marché

9 — Solde de rénovation / vente-réclame de rénovation
- 10 — Soldes

11 — Prix de vente

12 — Prix économique

13 — Economies

14 — Offre spéciale

15 — Prix spécial

16 — Solde générale

17 — Offre

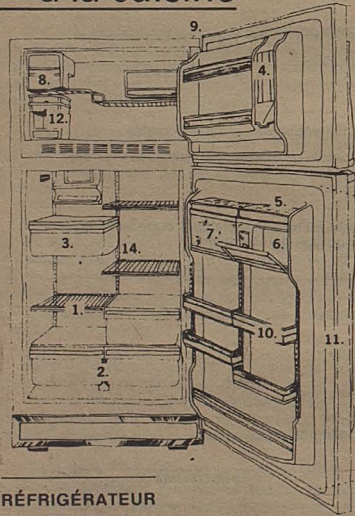
18 — Article de qualité

19 — Solde à l'entrepôt

20 — Solde de blanc / vente-réclame de blanc

Tiré de "La vente promotionnelle"

● à la cuisine



RÉFRIGÉRATEUR

1. Clayette réglable

2. Bac à légumes

3. Garde-viande

4. Distributeur de boîtes de jus

5. Oeufrier

6. Garde-beurre

7. Casier laitier

8. Machine à glaçons

9. Butée

10. Balconnet

11. Joint magnétique

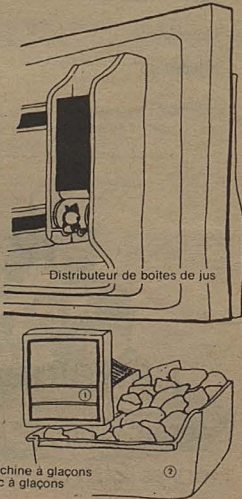
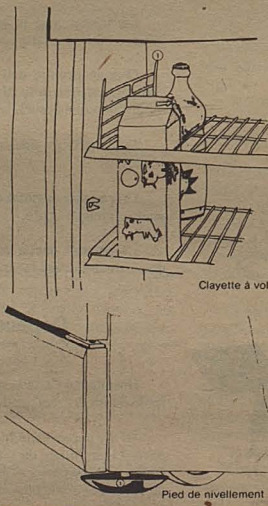
12. Bac à glaçons

13. Contre-porte

14. Clayette en porte-à-faux
- Joint étanche

Porte-étagère

Demi-clayette



Tiré de "Terminologie des appareils électro-ménagers"
(Ces textes sont fournis par le Secrétariat d'État)

SOLD

National Trust

Real Estate

National Trust · Realtor

H. Keith Division

2685 Lauzon, Windsor, Ont.

RENALD (RON) PAQUIN

bureau: 948-7696 rés: 735-2552

Ouvert: lundi à samedi, 12:00 à 5:00

LES SERVICES CANA

MAGASIN DE DISQUES, CARTES, LIVRES

EN FRANCAIS

2418 rue Central,
Windsor, Ontario

948-9322

Taylor et Delrue

Avocat

682-2631

30 rue Queen N. Tilbury

Epicerie Rivest

Essence et huile

Staples

687-2208

Calendrier des événements

9 mars et 10 mars: Spectacle 'Edouard et Micha' dans les écoles primaires françaises de Windsor (pour les élèves seulement).

9 mars:
Endroit: Ecole Georges Vanier
Heure: jeudi a.m.
Endroit: Ecole Lucien Beaudoin
Heure: jeudi p.m.

10 mars:
Endroit: Ecole St Edmond
Heure: vendredi a.m.
Endroit: Ecole Ste Thérèse
Heure: vendredi p.m.

11 mars: Spectacle 'Edouard et Micha' (voir annonce à cette page)

11 mars: Grand Tournoi Provincial de Quilles.
Parrainé par la Ligue de Quilles Fleur de Lys.
Endroit: Bowlero Bowl, 675 ouest, chemin Tecumseh, Windsor
Heure: toute l'après-midi de 13h00 au souper
Souper et soirée: Centre Canadien Français, 2418 ave Central, Windsor
Billets: Souper et soirée: \$5.00, Soirée: \$2.50
Hâtez-vous les billets s'envolent vite.
Information: M. Marcel Bergeron, 948-5957
53 équipes sont déjà enregistrées. Soyez aux rendez-vous le 11 mars. Venez voir jouer des équipes de francophones. Vous pourrez aussi jouer sur les allées qui seront disponibles.

12 mars: Porte ouverte à l'Université de Windsor.
Visitez votre 'Département de Français' de l'Université de Windsor
Information: Université de Windsor, 401 Sunset, Windsor, (Département de Français)

12 mars - 2 avril - 30 avril: Concerts de Musique de Chambre
En vedettes: L'Orchestre de Musique de Chambre de Toronto et L'Orchestre de Musique de chambre du Collège de Musique du 'Royal Hamilton St Clair College'
Endroit: Auditorium Cleary, 201 ouest Riverside, Windsor
Heure: 20h00

1er avril: Soirée des Escargots
Tous les détails à ce propos dans le prochain Bulletin de l'Alliance Française de Windsor.

3 avril: Assemblée du Comité Consultatif de Langue Française [C.C.L.F.] de Windsor
Endroit: Ecole Lucien Beaudoin
Tous les parents sont cordialement invités

1er mai: Assemblée du C.C.L.F. de Windsor
Endroit: Ecole Secondaire de Commerce

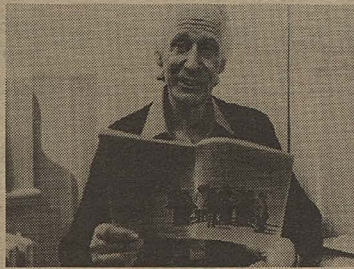
Bibliothèque Tecumseh Mall
Vacances de Mars, 1978
Thème Contes de Fées

Oeufs-contes de fées: vendredi, le 17 mars à 10h30 a.m. et à 2h30 p.m. Apportez un carton à oeufs.
Conte de fées en tuyautage: lundi, le 20 mars à 10h30 a.m. et à 2h30 p.m. Apprenez le tuyautage simple et projetez une figure de contes.
Composez un conte: mardi, le 21 mars à 10h30 a.m. et à 2h30 p.m.
Costumes sac ordures: mercredi, le 22 mars à 3h00 p.m. Apportez un sac à ordures et faites un costume.
Une parade dans le centre d'achats suivra.

Avec le Guide, ça se fait bien.

Seul... ou avec d'autres, on remplit sa déclaration d'impôt. Il s'agit de s'y mettre, de rassembler les documents concernant ses revenus et dépenses et de bien lire le Guide.

Ça se fait bien avec le Guide;



Le Guide d'impôt fédéral m'aide à bien faire ma déclaration. La section rose indique tout ce que doit savoir la majorité des contribuables. Pour répondre à vos questions particulières, consultez les pages blanches du Guide. Par ailleurs, la formule de déclaration a été améliorée cette année et son utilisation en est facilitée.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même;



Personne ne connaît mieux votre situation que vous-même. Vous savez mieux que quiconque quels ont été vos revenus et retenues. Personne n'a vos intérêts à cœur plus que vous. C'est pour ça que tant de Canadiens remplissent eux-mêmes leur déclaration d'impôt.

Vous obtiendrez plus vite un remboursement, si...

Si vous avez droit à un remboursement (et c'est le cas de la majorité des contribuables), vous l'obtiendrez plus rapidement si votre déclaration est exacte et complète. Et même si vous n'attendez pas de remboursement, vous éviterez perte de temps et ennuis en fournissant des renseignements précis et complets sur votre déclaration. À cette fin, nous vous recommandons de bien lire le Guide, de vérifier vos calculs et d'annexer vos reçus originaux à la déclaration.

Avec le Guide, la déclaration d'impôt fédéral, ça se fait bien.



Revenu Canada
Impôt

L'hon. Joseph P. Guay
Ministre

Revenue Canada
Taxation

Hon. Joseph P. Guay
Minister

Spectacle Edouard et Micha 11 mars

parraîné par le Centre Culturel Tournesol

Endroit: Campus Patterson, 151 Elliott (angle Goyeau)

Heure: 20h15 Prix: \$3.50

Endroits pour se procurer les billets:

Caisse Populaire de Windsor
2800 E. Tecumseh

Département de français de l'Université
de Windsor, 401 Sunset, Windsor

Centre Culturel Tournesol, 2418 Central,
Windsor (rabais au membre)

Département de l'Education Permanente
du Collège St Clair (Campus Patterson),
152 E. Elliott, Windsor



Avant de partir
n'oubliez pas de
donner de votre
sang à la

DONNEZ DU SANG RÉGULIÈREMENT

Coin du jeu

MOTS CACHES

7 LETTRES CACHÉES

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	E	M	R	E	T	I	L	A	U	T	C	N	O	F	T
2	I	R	E	T	I	C	I	L	L	O	S	S	R	R	N
3	U	O	T	N	E	M	M	E	C	E	D	U	N	O	E
4	T	N	E	M	E	U	N	R	E	T	E	O	C	V	M
5	E	R	E	S	I	M	E	R	U	T	I	O	T	I	E
6	E	C	I	T	S	I	A	K	A	T	I	M	A	S	V
7	U	T	A	T	S	N	O	C	A	R	R	O	C	I	
8	E	L	L	I	A	P	I	R	O	A	O	M	M	I	T
9	R	A	L	R	T	F	E	T	B	C	C	A	E	R	A
10	M	N	E	I	I	S	U	R	S	A	E	T	N	E	L
11	I	C	R	L	I	R	E	A	C	S	D	O	T	M	R
12	T	E	P	M	I	C	L	I	E	I	E	P	R	E	E
13	E	M	M	E	L	T	O	N	N	R	S	E	O	N	I
14	A	O	R	O	U	S	S	E	E	E	I	E	F	T	U
15	C	L	T	N	E	M	E	S	I	O	N	R	U	O	S

Aller

amplificateur

armistice

Commisération

constat

Décemment

Ermite

éternuement

étui

Lance

Notamment

note

Obscène

onomatopée

Pieds

ponctualité

procédés

provisoirement

Remiser

ripaille

roturier

rousse

Sire

solliciter

sournoisement

soie

superlativement

Terme

tire

toiture

tracas

traîne

trop

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
11															
12															

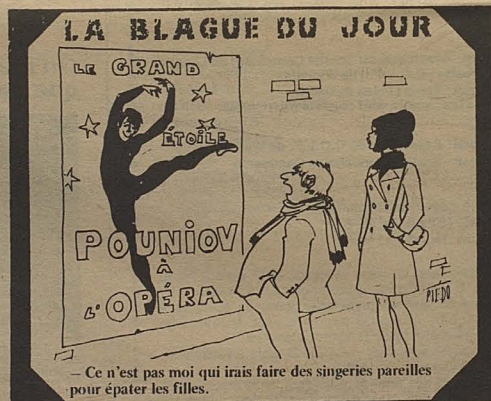
HORIZONTALEMENT

- 1- Visite qu'on fait dans un bois abattu pour compter les souches.
- 2- Qualité de naissance. — Join-trax.
- 3- Double sillon. — Qui n'agit pas avec promptitude.
- 4- Symb. chim. du cuivre. — Art du lancer. — Vêtement de dessus.
- 5- Époque. — Petit trait. — Inf.
- 6- Grand éclat de rire de plusieurs personnes. — Année. — Usages.
- 7- Groffera sur. — Trois fois.
- 8- Moi. — Direction. — Qui n'est pas sûr.
- 9- Note. — Un des principaux personnages de l'Othello de Shakespeare. — Inflammation des synoviales du poignet.
- 10- Bâtiment de mer. — Songer.
- 11- Enlève la vie. — Que l'on rencontre dans l'urine. — Adj. num.

- 12- Ville d'Espagne. — Pour ouvrir et fermer une serrure.

VERTICALEMENT

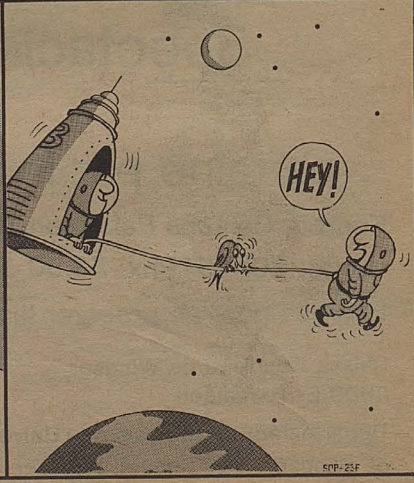
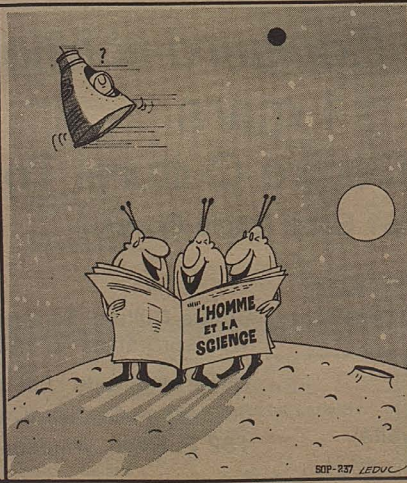
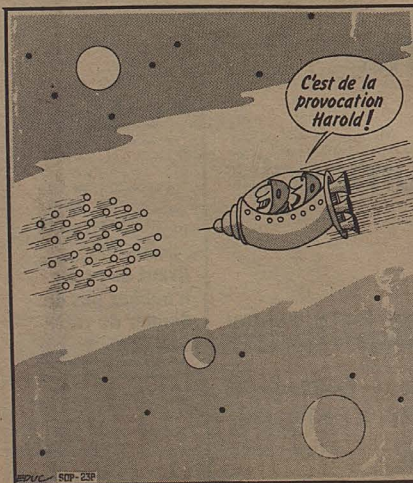
- 1- D'une manière sincère.
- 2- Fron. Ind. — Secrété par les reins. — Article.
- 3- Adj. num. — Le Levant. — Couché pigmentaire de l'iris.
- 4- Dix fois dix. — Estonie, en eston.
- 5- Recevra une succession. — Chemin de ville.
- 6- Un des cantons suisses. — Qui conduisent des ânes.
- 7- Du verbe tuer. — Coups de baguettes. — La sienne.
- 8- Douze mois. — Air en général. — De Grèce.
- 9- Vêtement. — Cri des bacchantes.
- 10- Époques. — Bison d'Europe. — Faculté de voir.
- 11- Manche de pinceau (pl.). — Néant, nulle chose.
- 12- Intenter, suivre en justice. — Allonger par traction.



SOLUTIONS

solutions des mots croisés : source
solutions des mots cachés : source

BEEP-BEEP



Le Coin des Sports

Tournoi de ballon-volant (inter-secondaire)

L'équipe féminine et l'équipe masculine de Commerce remportent les deux trophés

(Belle-R. L.G.) C'est à l'école secondaire de Belle-Rivière qu'avait lieu, le samedi 25 février, le tournoi final de ballon-volant organisé par les Francs de l'école de Commerce. Trois écoles participaient à ce tournoi: Belle-Rivière, Belle-Rivière, Commerce, Windsor, et Ste-Anne, Tecumseh. Les équipes féminines étaient représentées par un groupe de chacune des écoles. Deux équipes, Commerce et Belle-Rivière, représentaient la gent masculine.

ELIMINATOIRES FILLES: 1ère - Belle-Rivière - Commerce (1-15, 7-15), 2ème - Belle-Rivière - Ste Anne (9-15, 10-15), 3ème finale - Commerce - Ste-Anne (15-5, 15-5, 15-13).

ELIMINATOIRES GARÇONS: 1ère - Belle-Rivière - Commerce (3-15), 2ème - (7-15), 3ème partie finale - (3-15).

Ligues de ballon sur glace de l'A.S.F.W. (association francophone sports Windsor et comté)

(Tecumseh L.G.) Ligues de ballon sur glace de l'A.F.S. (association francophone sports, Windsor région).

CLASSEMENT (HOMMES)

1ère position: E. M. Leclair - Chatham
Gagné 9, Perdu 1, Annulé 2
Total des points: 20

2ème position: Pelchat Diamond Drilling - Tecumseh
Gagné 5, Perdu 3, Annulé 4
Total des points: 14

3ème position: Village Inn - Leamington
Gagné 4, Perdu 5, Annulé 3
Total des points: 11

4ème position: Masseau Transport - Windsor
Gagné 1, Perdu 10, Annulé 1
Total des points: 3

Meilleur compte: Lucien Paré, 18

Une autre saison régulière s'est terminée le 26 février 1978, pour la ligue française de ballon sur

glace (section hommes) de Windsor. Grâce à un excellent travail d'équipe durant la saison 77-78, l'équipe de E.M. Leclair de Chatham a remporté le trophée Thompson, attribué à l'équipe championne de la saison.

CLASSEMENT (FEMMES)

1ère position: Thompson Sports
Gagné 8, Perdu 2, Annulé 2
Total des points: 18

2ème position: Allouette
Gagné 2, Perdu 8, Annulé 2
Total des points: 6

Meilleur compte chez les femmes: Barbara Guilbeault, 11

L'équipe Thompson Sports, qui s'est classée en première position pour la saison 77-78, s'est méritée les décorations et le trophée E. M. Leclair, Chatham, remis à tous les ans à l'équipe championne féminine.

Nous remercions M. Florian Gaudet, entraîneur, pour son magnifique travail.

Avis au consommateur

Choisis donc
un bon

CASQUE



Le hockey est un des sports d'hiver les plus populaires au Canada parmi les jeunes de tout âge, mais il est aussi l'un des plus dangereux. Chaque année, on déplore de nombreux accidents sur les patinoires, causant des blessures plus ou moins sérieuses à un nombre appréciable de joueurs. S'il est vrai que le hockey est un sport violent, il ne faut pas oublier qu'un équipement approprié, bien entretenu, peut contribuer à réduire sérieusement les risques de blessures qui menacent les joueurs.

La tête des hockeyeurs est particulièrement exposée aux blessures graves. Elle peut heurter violemment la bande de la patinoire ou être atteinte par un projectile lancé à toute vitesse ou par une lame de patin. Elle doit donc être bien protégée par un casque de hockey qui répond à certaines normes de sécurité.

Depuis déjà quelques années, l'Association canadienne de hockey amateur exige le port d'un casque. Cependant, si ce dernier est inadéquat, le porteur ne pourra être assuré d'une protection efficace en cas d'accident.

Lorsque vous achetez un casque de hockey pour l'un de vos enfants, choisissez-le judicieusement, de façon à ce qu'il procure le maximum de protection.

En vertu des normes fixées par la Loi sur les produits dangereux, tous les casques de hockey qui sont sur le marché doivent posséder certaines caractéristiques que vous devez connaître avant de procéder à l'achat.

- Le casque de hockey doit être construit d'un matériau assez solide pour protéger efficacement la tête du joueur contre les coups, et assez résistant pour qu'une lame de patin ne puisse le percer.

- La jugulaire doit être conçue de façon à empêcher le casque de se détacher dans des conditions normales de jeu, mais elle doit aussi pouvoir se débloquent lorsqu'une traction anormale est exercée, évitant ainsi au joueur des blessures au cou si le casque devait s'accrocher quelque part.

- Ne choisissez pas un casque trop petit ou trop grand. Il doit s'ajuster parfaitement à la dimension de la tête de celui qui le porte.

- Vérifiez si le casque porte l'étiquette de l'Association canadienne de normalisation (ACNOR). Puisque la Loi sur les produits dangereux exige que tous les casques de hockey qui se trouvent sur le marché satisfassent aux normes établies par l'ACNOR, les parents sont assurés que les casques qui portent l'étiquette en question protégeront adéquatement leurs enfants.

- Les casques protecteurs vendus pour d'autres activités telles que le jeu de crosse ou le patinage n'apportent pas toujours suffisamment de protection pour le hockey qui est un sport plus rude. Assurez-vous d'acheter l'équipement approprié afin d'avoir le maximum de protection.

Si le casque est porté en tout temps et que la jugulaire est solidement attachée, l'enfant bénéficiera alors du maximum de protection.

Service d'information et relations publiques
Consommation et Corporations Canada
Place du Portage, Phase I
Hull, Québec
K1A 0C9

